

**Enquêter sur les relations professionnelles**  
**11-12 Juin 2020**  
**Université Lyon 2/ ENS de Lyon – Triangle (UMR CNRS 5206)**

Si les relations professionnelles constituent un domaine de la sociologie plus ou moins institutionnalisé selon les pays et disposant de relais au travers de réseaux de recherche (le RT 18 de l'AFS, le CR 25 de l'AISLF), de revues (*European Journal of Industrial Relations*, *Relations industrielles/Industrial relations*, *La Revue de l'IRES*, *Travail & Emploi*, *Négociations*, etc.), de grandes enquêtes (REPONSE) et de manuels d'enseignement universitaire (Hyman, 1975; Bevort, Jobert, 2015, Lallement, 2018), les travaux qui les appréhendent ont été amenés à repenser progressivement les frontières des objets étudiés. C'est par exemple le cas de recherches récentes prenant en compte des groupes historiquement marginalisés tels que les précaires, les chômeur·euse·s, la situation des femmes des classes populaires au travail, des jeunes syndiqué·e·s ou encore les travailleur·euse·s immigré·e·s.(Bérout, Bouffartigue, 2009 ; Thibaut, 2013). Dans cette perspective, les travaux sur les relations professionnelles portent désormais tout autant sur des dynamiques de négociations et de conflits (Bérout et al., 2008), sur les secteurs privés et publics (Garabige, 2010 ; Join-Lambert et al., 2017), sur les échelles locales d'entreprises (Gantois, 2014), les niveaux sectoriels et nationaux (Haute, Yon, 2018) ou encore internationaux (*Le mouvement social*, 2018). Ils questionnent les logiques d'investissement des instances de représentations du personnel (Mias, Jamet, 2012), les pratiques de représentant·e·s des salarié·e·s ou des employeur·e·s (Giraud et Gassier, 2020), celle des acteur·rice·s de l'expertise (Biaggi, 2018) et le recours au droit (Chappe, Keyhani, 2018 ; *Politix*, 2017). C'est aussi une diversité d'approches théoriques qui caractérise aujourd'hui les travaux portant sur les relations professionnelles : les cadres théoriques à mobiliser pour rendre compte le plus finement de la réalité qu'elles recouvrent (Dunlop, Whyte, Mias, 2016 ; Reynaud et al., 1990) sont débattus au même titre que les frontières disciplinaires, et notamment les liens avec la sociologie du travail et la sociologie politique.

Dans ce cadre, cette journée d'étude entend valoriser des terrains d'enquête pluriels afin d'insister sur la diversité des objets, méthodologies et angles d'approche que recouvre le domaine élargi des relations professionnelles. Elle a pour objectif d'appréhender le renouvellement et la diversification de l'étude des acteur·rice·s traditionnel·le·s que sont les syndicats, les employeur·e·s et l'État en insistant sur les variations d'échelle, l'intérêt pour

les trajectoires et les pratiques militantes ou bien l'intersectionnalité des rapports de domination qui traversent les organisations et qu'elles reproduisent, sinon renforcent.

En prenant au sérieux cette diversité d'objets et d'approches, cette journée d'étude entend approfondir les réflexions sur les approches méthodologiques des relations professionnelles. Elle concerne les enquêtes de terrain réalisées ou en cours qui portent sur les différents espaces, acteur·rice·s ou enjeux de ce champ de recherche, dans la continuité des travaux sur les méthodologies et les conditions d'enquête entreprises sur de nombreux objets, tels que le travail (Arborio et *al.*, 2008 ; Cartier et *al.*, 2010), le patronat (Offerlé, 2015) ainsi que les partis politiques (*Revue internationale de politique comparée*, 2010), les mouvements sociaux (*Politix*, 2011) ou encore le vote et les comportements politiques (*SPEL*, 2016)

L'hybridation des outils méthodologiques en sciences sociales (Beaud, 1996 ; Weber, 1996) et le développement de l'ethnographie en sociologie ou en science politique (Cefaï, 2010, Weber, 2009) ont favorisé l'examen des pratiques quotidiennes et des représentations. Afin de pallier les manques d'une tradition de pensée qui néglige parfois trop les acteur·rice·s et leurs singularités au profit de la construction de modèles d'analyse (Piotet, Sainsaulieu, 1994), il convient de rendre compte des logiques et des ressorts du quotidien des relations professionnelles. En quoi cela transforme-t-il les modalités de l'enquête de terrain et, en fonction, que sont amené·e·s à questionner les chercheur·e·s et comment ? Interroger les pratiques revient à discuter des catégories indigènes et largement partagées par des acteur·ice·s issus de différents espaces sociaux (médiatique, politique, universitaires), à l'instar du « dialogue social » qui apparaît aujourd'hui davantage comme une injonction à la prétendue modernisation des relations professionnelles (*NRT*, 2016 ; Pénissat, 2013, Yon, 2018) que comme une catégorie analytique. Que se passe-t-il quand les chercheur·e·s interrogent l'évidence de telles catégories ? Quel(s) rôle(s) leur est(ont) assigné(s) ?

Enfin, dans une dynamique de décloisonnement des objets, il est envisageable d'investiguer d'autres sphères sociales qui ne sont pas immédiatement en lien avec les relations professionnelles mais qui concourent toutefois à façonner les pratiques des acteur·rice·s. En ce sens, l'étude des trajectoires des acteur·rice·s des relations professionnelles, leur inscription dans différentes sphères de vie, la circulation de dispositions acquises dans des processus de socialisation variés, ont toute leur place dans cette journée d'étude. Dès lors, comment faire parler sur les origines sociales et les aspects de la vie privée ? Y a-t-il des questions interdites ou des bornes à ne pas franchir (Pochic, Guillaume, 2011) ? Plus largement, il s'agira d'interroger la relation qu'entretiennent les sciences sociales avec d'autres disciplines (gestion, économie, droit) et les rapports de concurrence qui peuvent apparaître au fil de l'enquête (Darmon, 2005). Le renouvellement des approches sur les relations professionnelles invite donc à envisager une variété de terrains et de niveaux d'enquête (Sawicki, 2000). Cette diversité des entrées dans l'étude des relations professionnelles permet d'éclairer différentes façons d'enquêter sur un même objet, tout comme les multiples réalités qu'il recouvre. Les positions institutionnelles et sociales des acteur·rice·s enquêté·e·s, les ressources dont il·les disposent, le niveau d'échelle choisi sous-tendent des relations d'enquête variées qui exigent des chercheur·e·s autant de stratégies de présentation de soi et de son objet.

Dans un souci de réflexivité, cette journée d'étude se propose également de questionner les enquêtes de terrain et les pratiques auxquelles ont recours les chercheur·e·s, en revenant sur les usages des outils méthodologiques disponibles. La diversité des choix méthodologiques – qu'il faut en partie relier à des ancrages et questionnements disciplinaires – occupera une place importante dans la journée. Que peut-on voir et ne pas voir au travers des archives, des entretiens ou de l'observation ? Comment la combinaison des méthodes d'enquête peut-elle permettre de contourner les points invisibles et éclairer sous un angle nouveau l'objet ? Comment penser la position des chercheur·e·s entre engagement et distanciation (Elias, 1983) dans leur objet ? Comment réfléchir, à partir de là, aux angles morts de la recherche, au fait par exemple que certaines organisations syndicales soient plus étudiées que d'autres, que des espaces ou secteurs professionnels soient moins familiers aux chercheur·e·s ou moins accessibles, comme les Directions des Ressources Humaines ? Au fond, il s'agit de tenir ensemble les questions méthodologiques avec les enjeux épistémologiques. Un des objectifs de la journée d'étude est donc d'inviter à réfléchir aux conditions de l'enquête de terrain et à ses effets sur la construction de l'objet d'étude. Comment et à quelles conditions est-il possible d'enquêter sur les relations professionnelles ? Quelles contraintes surgissent au cours du travail de terrain ? Finalement, que nous dit le travail d'enquête de l'objet des relations professionnelles ?

Il pourra s'agir de réfléchir sur des enquêtes récentes ou en cours, tout autant que de revisiter avec ce regard méthodologique des enquêtes menées il y a plusieurs années ou décennies.

### **Axe 1 : Entrer et circuler**

Ce premier axe invite à saisir les conditions de l'entrée et du maintien sur le terrain. Comment négocier l'ouverture d'un terrain d'enquête ? Quels contraintes et blocages surgissent à cette étape ? Il s'agira d'interroger les façons variées d'entrer sur le terrain en fonction des lieux et des niveaux par lesquels les chercheur·e·s prennent contact et entrent pas à pas sur leur terrain (Althabe, 1990). Comment présenter son sujet de recherche pour être accepté·e par les acteur·rice·s des relations professionnelles ? Une fois accepté·e, comment circuler sur son terrain, s'ouvrir de nouveaux espaces d'investigation et rencontrer de nouveaux acteur·rice·s ? Comment se ferment ou s'ouvrent des portes et pourquoi ? Existe-il des espaces des relations professionnelles « interdits » qui ne devraient pas être soumis au regard scientifique ? Les conditions de l'enquête sont au centre de ce premier axe de réflexion dont l'examen doit servir à rendre compte de la structuration des terrains étudiés (Grosjean, 2010) y compris à la manière de l'ethnographie historique qui étudie l'agencement de différents·e· acteur·rice·s à partir des archives (Laferté, 2009). De même, l'ethnographie peut s'appuyer sur les statistiques (Cayouette-Remblière, 2011 ; Gros, 2017), posant la question de l'accessibilité à de telles données sur le milieu étudié.

### **Axe 2 : Jouer avec/se défaire des rôles assignés**

Ce deuxième axe se propose d'éclairer les logiques qui concourent à assigner une place ou un rôle spécifique aux chercheur·e·s et les moyens de s'en défaire (Fournier, 1996). Le financement des recherches détermine en partie les attentes et finalités des institutions ou

organisations qui assument la prise en charge – dont les thèses CIFRE sont un bon exemple. Comment concilier attentes institutionnelles et exigences scientifiques ? De quelles marges de manœuvre disposent les chercheur·e·s pour se défaire d'un rôle d'« expert·e » attendu par de nombreux·se·s acteur·rice·s des relations professionnelles et par les médias ?

Afin de prendre en compte les effets engendrés par la présence des chercheur·e·s – d'autant plus lors d'enquêtes avec observation ou de type ethnographique – il s'agira de revenir sur les rapports qui s'instaurent entre chercheur·e·s et les enquêté·e·s au cours de l'enquête de terrain. Comment trouver une « juste distance » pour mener l'enquête sans encombre (Bensa, 1995) ? Que nous apprennent les interrelations et sociabilités dans lesquelles les chercheur·e·s sont inséré·e·s sur le terrain étudié ? Quelles relations enquêteur·se-enquêté·e (Mauger, 1991 ; Chamboredon et *al.*, 1994 ; Laurens, 2007) de domination ou de proximité se jouent ? Comment enquêter sur des acteur·rice·s que l'on apprécie (Naudier, Simmonet, 2011), ou au contraire dont l'enquêteur·se ne partage pas les valeurs et pratiques (Avanza, 2008) ? L'engagement des chercheur·e·s et leur ancrage dans certaines organisations syndicales (Hyman, 1975, Kelly, 1998) est-il un point de départ dont peut bénéficier l'enquête, un positionnement qui peut être complètement assumé et favoriser l'accès à certaines données, une simple donnée ou bien au contraire un obstacle ? Cet élément est d'autant plus important que les relations professionnelles recouvrent des conflits d'intérêts entre acteur·rice·s concurrentiels et imbriqués (Bué, 2010). Ainsi, comment éviter le phénomène d'encliquage ? Comment se défaire des jeux de concurrence, passer d'acteur·rice·s à d'autres (de la direction aux syndicats, d'un syndicat à un autre, etc.), et se défaire des étiquettes qui sont accolées aux chercheur·e·s ?

Dès lors que la place et le rôle attribués aux chercheur·e·s dépendent des finalités de la recherche espérées par les acteur·rice·s, comment s'articule la construction et la négociation de ces relations lors de l'enquête, avec les attentes et réserves des interlocuteur·rice·s en termes de restitution et publicisation des travaux de recherche (Kobelinsky, 2008) ? Comment ces dernier·e·s peuvent-ils ou non être mobilisé·e·s dans l'économie des relations propres au terrain d'enquête ?

### **Axe 3 : la relation terrain-objet**

Ce dernier axe invite à interroger la manière dont l'enquête de terrain et la construction de l'objet se nourrissent mutuellement au cours de la dynamique de recherche. Peu questionnées, les conditions de la construction de l'objet demeurent essentielles dans un processus de recherche. À la manière de la *grounded theory* (Glaser, Strauss, 1995), il est possible d'interroger le processus itératif d'allers et retours entre l'avancée de l'enquête de terrain et le découpage de l'objet d'étude. Revenir sur ces incertitudes et réévaluations, sur les hésitations et le « bricolage » auxquels s'adonnent les chercheur·e·s doit permettre de comprendre comment les possibilités ou contraintes d'un terrain élargissent ou restreignent l'objet d'étude. De même, la diversité des choix méthodologiques et leur collaboration ont des effets sur la construction de l'objet. Le choix du travail sur archives, des entretiens, des observations ou des données quantitatives a-t-il des effets sur la compréhension que le·la chercheur·e a de son objet ? Surtout, les options méthodologiques consignent-elles le questionnement à des interrogations limitées ? Que gagne-t-on à croiser observations et entretiens, ethnographie et travail sur archives, ou approches quantitatives et approches qualitatives pour saisir l'objet des relations professionnelles ?

Ces trois axes sont interdépendants et il n'est pas attendu des contributions qu'elles intègrent nécessairement une seule de ces interrogations. La recherche d'un équilibre entre ces trois grandes thématiques constituera néanmoins un critère important dans la sélection des communications. Pour chacun des axes, il est attendu que les communicant·e·s engagent une réflexion plus générale et un retour réflexif sur ce que les conditions d'enquête disent de leur façon d'appréhender les relations professionnelles. Les organisateur·rice·s attendent des propositions un effort dans la mise en avant de l'interrogation méthodologique, la présentation du terrain sur laquelle le propos s'appuie et les éclairages apportés sur l'objet.

Les propositions de communication ne doivent pas dépasser 5000 signes, bibliographie comprise. Elles sont à envoyer avant le 30 novembre 2019 à l'adresse suivante : [symett.triangle@gmail.com](mailto:symett.triangle@gmail.com). Une réponse sur la sélection des communications sera apportée avant la fin du mois de décembre 2019.

Comité d'organisation : François Alfandari (docteur en science politique, LEST), Anaïs Bonanno (doctorante en sociologie, Triangle-CSO), Lina Cardenas (doctorante en sociologie, LATTs) , Saphia Doumenc (doctorante en science politique, Triangle-LEST), Estelle Fisson, (doctorante en sociologie, Triangle, CMW), David Sanson (doctorant en sociologie, CMW), Lucas Winiarski (doctorant en science politique, Triangle).

Comité scientifique :

Marlène Benquet, Chargée de recherche au CNRS, IRISSO.

Sophie Bérout, Professeure de science politique, Lyon 2, Triangle.

Baptiste Giraud, Maître de conférences en science politique, Aix-Marseille, LEST.

Sylvie Montchatre, Professeure de sociologie, Lyon 2, CMW.

Sophie Pochic, Directrice de recherche au CNRS, CMH.

Vincent Gay, Maître de conférences en sociologie, LCSP.

## **Bibliographie**

Althabe Gérard, « Ethnologie du contemporain et enquête de terrain », *Terrain*, n°14, mars 1990.

Arborio Anne-Marie, Cohen Yves, Fournier Pierre *et al.*, *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*. La Découverte, « Recherches », 2008.

Avanza Martina, « 2 : Comment faire de l'ethnographie quand on n'aime pas « ses indigènes » ? Une enquête au sein d'un mouvement xénophobe », *in* Bensa Alban (dir.), *Les politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte, « Recherches », 2008, p. 41-58.

Avril Christelle Avril, Cartier Marie, Serre Delphine, *Enquêter sur le travail. Concepts, méthodes, récits*, La Découverte, coll. « Guides », 2010.

Bensa Alban, « De la relation ethnographique », *Enquête* [En ligne], 1, 1995.

Beaud Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'«entretien ethnographique» », *Politix*, n°9, vol. 35, 1996, p. 226-257.

Bérout Sophie et al., *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2008.

Bérout Sophie et Bouffartigue Paul, *Quand le travail se précarise, quelles résistances collectives ?*, Paris, La Dispute, 2009

Bevort Antoine, Jobert Annette, *Sociologie du travail : les relations professionnelles*, Paris, Armand Colin, 2013.

Biaggi Chloé, « Vivre du licenciement des autres. *Forme et usages des prestations de conseil en « pilotage des restructurations »* », *Agone*, 2018/1 (n° 62), p. 15-36.

Bué Nicolas, « Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risque d'enclichage et distances aux enquêtés dans une recherche sur une coalition partisane locale », *Revue internationale de politique comparée*, 2010/4 (Vol. 17), p. 77-91.

Cayouette-Remblière Joanie, « Reconstituer une cohorte d'élèves à partir de dossiers scolaires. La construction d'une statistique ethnographique », *Genèses*, 2011/4, n° 85, p. 115-133.

Cefaï Daniel, *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte, 2010.

Chamboredon Hélène, Pavis Fabienne, Surdez Muriel, Willemez Laurent. « S'imposer aux imposants. A propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 16, 1994, p. 114-132.

Chappe Vincent-Arnaud, Keyhani Narguesse, « La fabrique d'un collectif judiciaire. La mobilisation des cheminots marocains contre les discriminations à la SNCF », *Revue française de science politique*, 2018/1 (Vol. 68), p. 7-29.

Darmon Muriel, « Le psychiatre, la sociologue et la boulangère : analyse d'un refus de terrain », *Genèses*, 2005/1, n° 58, p. 98-112.

Dion Gérard, 1986, *Dictionnaire canadien des relations du travail*, 2e éd., Québec, Presses de l'Université Laval.

Dunlop John T., Whyte William F. et Mias Arnaud, « Deux perspectives pour analyser les relations professionnelles », *La nouvelle revue du travail*, [En ligne], 8 | 2016.

Elias Norbert, *Engagement et distanciation. Contribution à la sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993.

Fournier Pierre, « Des observations sous surveillance », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, 1996, vol. 24, n°1, p. 103-119.

Gantois Maïlys, « La « démocratie d'entreprise » en actes. Ce que l'observation d'une négociation révèle des relations professionnelles « ordinaires » dans une PME », *Politiques de communication*, 2014/1 (N° 2), p. 79-112.

Garabige Alexandra, « La logique du compromis belliqueux. Chronique d'une négociation sur le régime indemnitaire dans une mairie française », *Négociations*, 2010/2 (n° 14), p. 59-70.

Giraud Baptiste, Gassier Yolaine (dir), *Le travail syndical en acte*, Villeneuve d'Ascq, Septentrion, à paraître 2020

Glaser Barney G. et Strauss Anselm L., « La production de la théorie à partir des données », *Enquête*, [En ligne], 1,1995.

Grojean Olivier, « Les aléas d'un terrain comme révélateurs de sa structuration. Gestion et objectivation d'une relation d'enquête sur une mouvance radicale et transnationale », *Revue internationale de politique comparée*, 2010/4 (Vol. 17), p. 63-76.

Gros Julien, « Quantifier en ethnographe. Sur les enjeux d'une émancipation de la représentativité statistique », *Genèses*, 2017/3, n° 108, p. 129-147.

Guillaume Cécile, Pochic Sophie, « Peut-on enquêter sur l'égalité professionnelle sans intervenir ? Retour sur une recherche en entreprise », in Naudier Delphine (dir/), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte, « Recherches », 2011, p. 117-133.

Haute Tristan, Yon Karel, « Comprendre la construction sociale de la représentativité syndicale. Un éclairage à partir des branches professionnelles », *Travail et emploi*, 2018/2 (n° 154), p. 101-124.

Jamet Ludovic, Mias Arnaud, « Les CHSCT : une institution en mal de connaissances ? Le cas des risques cancérigènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction », *La Revue de l'Ires*, 2012/3 (n° 74), p. 75-102.

Join-Lambert Odile, et al., *Les syndicats face aux transformations du secteur public*, *Sociologie du travail*, vol. 59, n°1, 2017.

Kelly John E., 1998, *Rethinking industrial relations: mobilization, collectivism, and long waves*, London ; New York, Routledge (coll. « Routledge studies in employment relations »).

Kobelinsky Carolina, 2008, « 9 : Les situations de retour. Restituer sa recherche à ses enquêtés », in Bensa Alban, Fassin Didier, *Les politiques de l'enquête*, La Découverte, p. 185-204.

Laferté Gilles, « L'ethnographie historique ou le programme d'unification des sciences sociales reçues en héritage », in Buton François, Mariot Nicolas, *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF, 2009, p. 45-68.

Lahire Bernard, « Risquer l'interprétation », *Enquête*, 1996, n°3, 61-87.

Lallement Michel, *Sociologie des relations professionnelles*. La Découverte, « Repères », 2018.

Laurens Sylvain, « « Pourquoi » et « comment » poser les questions qui fâchent ? Réflexions sur les dilemmes que posent les entretiens avec des « imposants » », *Genèses*, 2007/4, n°69, p. 112-127.

*Le mouvement social*, « La justice sociale dans un monde global. L'organisation internationale du travail (OIT) 1919-2019 », 2018/2, n°263.

Mauger Gérard, « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, 1991, 6, p. 125-143.

Naudier Delphine et Simonet Maud (dir.), 2011, *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*. Paris : La Découverte, coll. Recherches, 252 p.

*Nouvelle revue du travail*, « Quel dialogue social ? », 2016, n°8.

Offerlé, Michel, « Introduction », *Sociétés contemporaines*, vol. 98, no. 2, 2015, p. 5-18.

Penissat Etienne, « A l'ombre du "dialogue social" », *Agone*, 2013/1, n° 50, p. 7-18.

Piotet Françoise, Sainsaulieu Renaud, *Méthodes pour une sociologie de l'entreprise*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1994.

*Politix*, « Observer les mobilisations », 2011/1, n°93.

*Politix*, « Justice au travail », 2017/2, n°118.

*Revue internationale de politique comparée*, « Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées », 2010/4, vol. 17.

Reynaud Jean-Daniel et al., *Les systèmes de relations professionnelles. Examen critique d'une théorie*, Paris, Editions du CNRS, 1990.

Sawicki Frédéric, « Les politistes et le microscope », contribution publiée in Bachir (Myriam), dir., *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, CURAPP, 2000, p. 143-164.

Spel (Collectif Sociologie politique des élections), *Le sens du vote. Une enquête sociologique (France 2011-2014)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2014.

Thibaut Martin, *Ouvriers malgré tout. Enquête sur les ateliers de maintenance de la RATP*, Paris, Raisons d'agir, 2013.

Weber Florence, « L'ethnographie armée par les statistiques », *Enquête*, 1995, n°1, 153-165.

Weber Florence, *Manuel de l'ethnographe*, Paris, PUF, coll. « Quadrige Manuels », 2009.



Yon Karel, « De quoi la “démocratie sociale” est-elle le nom ? Lutttes idéologiques dans les relations professionnelles », *Socio-économie du travail*, n° 4, 2018, 2, p. 27-54